



Panorama du secteur associatif dans l'Indre-et-Loire

Octobre 2013

Cécile BAZIN – Marie DUROS – Isabelle VIALA

Liza MARGUERITTE - Jacques MALET – Thibault BORDEAUX

Objectifs de cette présentation

- ✓ Faire connaître les principaux éléments chiffrés concernant la vie associative du département et le contexte dans lequel elle se développe, en la situant dans l'ensemble régional et national,
- ✓ Partager quelques constats avec les acteurs et les décideurs du département, dans la perspective de mettre en place des actions de promotion et/ou de dynamisation du tissu associatif adaptées à la situation,
- ✓ Valoriser auprès du grand public la richesse du tissu associatif départemental,
- ✓ Fournir aux chercheurs du département ou de la région, les données les plus récentes qu'ils pourront analyser sous un angle historique, sociologique ou encore socio-économique.

Nos sources et nos coopérations

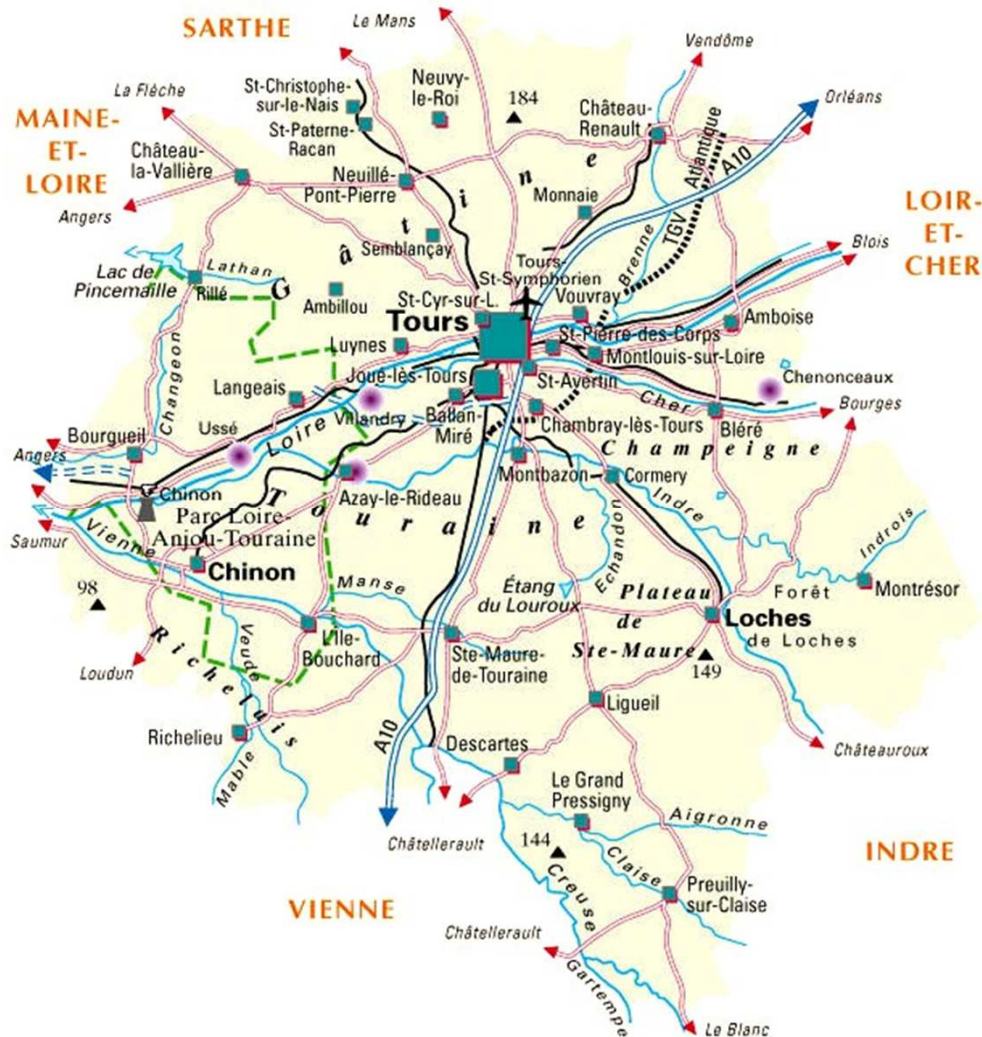
- ✓ Les services du Journal officiel, ainsi que ceux du ministère de l'Intérieur et des préfetures d'Alsace Moselle (droit local), **pour les créations d'associations**,
- ✓ Les services du ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Education populaire et de la Vie associative, pour le suivi de **l'évolution des clubs sportifs et une observation partagée du secteur**,
- ✓ La direction des études, des statistiques et de la prévision de l'ACOSS-URSSAF et la caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole, **pour le bilan de l'emploi associatif**,
- ✓ *Fédération ASSO1901*, **pour le repérage et le suivi des associations en activité dans le département**.
- ✓ **Un comité d'experts de 40 membres**, dont six universitaires et des responsables de grands réseaux associatifs nationaux. **Une pluridisciplinarité voulue** pour une approche transversale : sociologie, psychologie, histoire, économie, statistique, droit, médecine, communication.
- ✓ **Un réseau de consultants sur l'ensemble du territoire**, dans les structures d'appui aux associations, les services publics, et les collectivités territoriales.

Contenu de ce panorama

- ✓ Une présentation du département, pour situer le tissu associatif local dans son environnement.
- ✓ Une décennie de créations d'associations dans le département, dans chacun de ses arrondissements, et une observation précise des objets de ces créations. Ceci en lien avec quelques repères régionaux et nationaux.
- ✓ Les enjeux économiques et sociaux du secteur associatif, autour des associations employeurs.
- ✓ Le tissu associatif aujourd'hui : une estimation prudente, actualisée en 2013, du nombre des associations vivantes et du nombre des bénévoles dans le département. Un descriptif très précis et une répartition en 11 domaines, des associations dont l'activité a été repérée au cours de l'année.
- ✓ Quelques repères sur les associations en France aujourd'hui pour mieux cerner le contexte dans lequel évoluent celles du département, et pour savoir ce que ressentent les responsables associatifs face à la conjoncture.

Les chiffres de ce diaporama sont présentés à l'unité près. Ils doivent être lus avec prudence, en raison de la marge d'erreur inhérente à tout recensement.

Les contours de l'Indre-et-Loire



- ✓ 6 126 km²
- ✓ Préfecture : Tours
- ✓ 96 habitants au km²
(114,8 en moyenne nationale)
- ✓ 37 cantons
- ✓ 277 communes
- ✓ 588 420 habitants
- ✓ 262 501 ménages

Sources : Insee (données 2009), Conseil Général de l'Indre-et-Loire

Quelques repères chiffrés

	Indre-et-Loire	Centre	France métropolitaine
Part de la population de 0 à 14 ans	17,5%	18,0%	18,3%
Part de la population de 75 ans et plus	9,6%	10,0%	8,8%
Taux de variation annuel moyen de la population	0,6%	0,4%	0,7%
Taux d'activité	72,1%	72,8%	71,9%
Taux de chômage (1 ^{er} trimestre 2013)	9,2%	9,9%	10,4%
Revenu fiscal médian des ménages	18 523 €	18 404 €	18 355 €
Répartition des emplois par secteur d'activités :			
Agriculture	3,2%	3,8%	2,9%
Industrie	14,5%	17,4%	13,9%
Construction	8,0%	7,5%	6,9%
Commerce, transports, services	42,6%	40,3%	45,6%
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	31,7%	31,0%	30,7%

Sources : Insee (données publiées en 2012 et au 1^{er} trimestre 2013 pour le taux de chômage)

L'Indre-et-Loire aujourd'hui en quelques mots

- ✓ Un département désormais bien desservi : 3 autoroutes, une gare TGV et un aéroport international assurent la liaison avec les principales métropoles
- ✓ Le tertiaire représente près de 70 % du tissu économique local. Les 30 % restant se répartissent dans les mêmes proportions entre l'agriculture et des établissements exerçant une activité dans l'industrie ou la construction.
- ✓ Le tourisme est une activité importante de l'économie locale : plus de 3,3 millions d'entrées en 2011.
- ✓ Les entreprises, centres de formation et pôles de recherche publics et privés de Touraine sont impliqués dans quatre pôles de compétitivité et deux clusters.

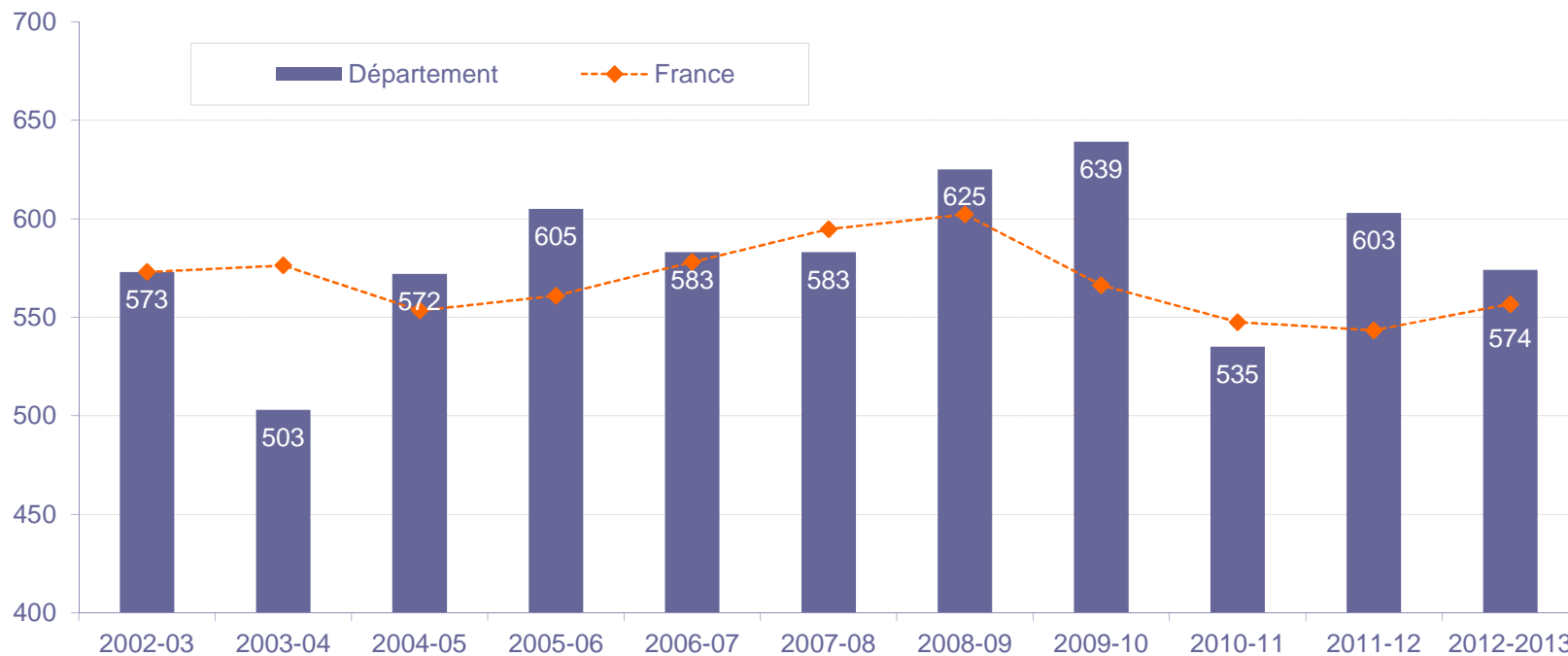
Sources : Conseil Général de l'Indre-et-Loire



Créations d'associations :

bilan sur dix ans et analyse

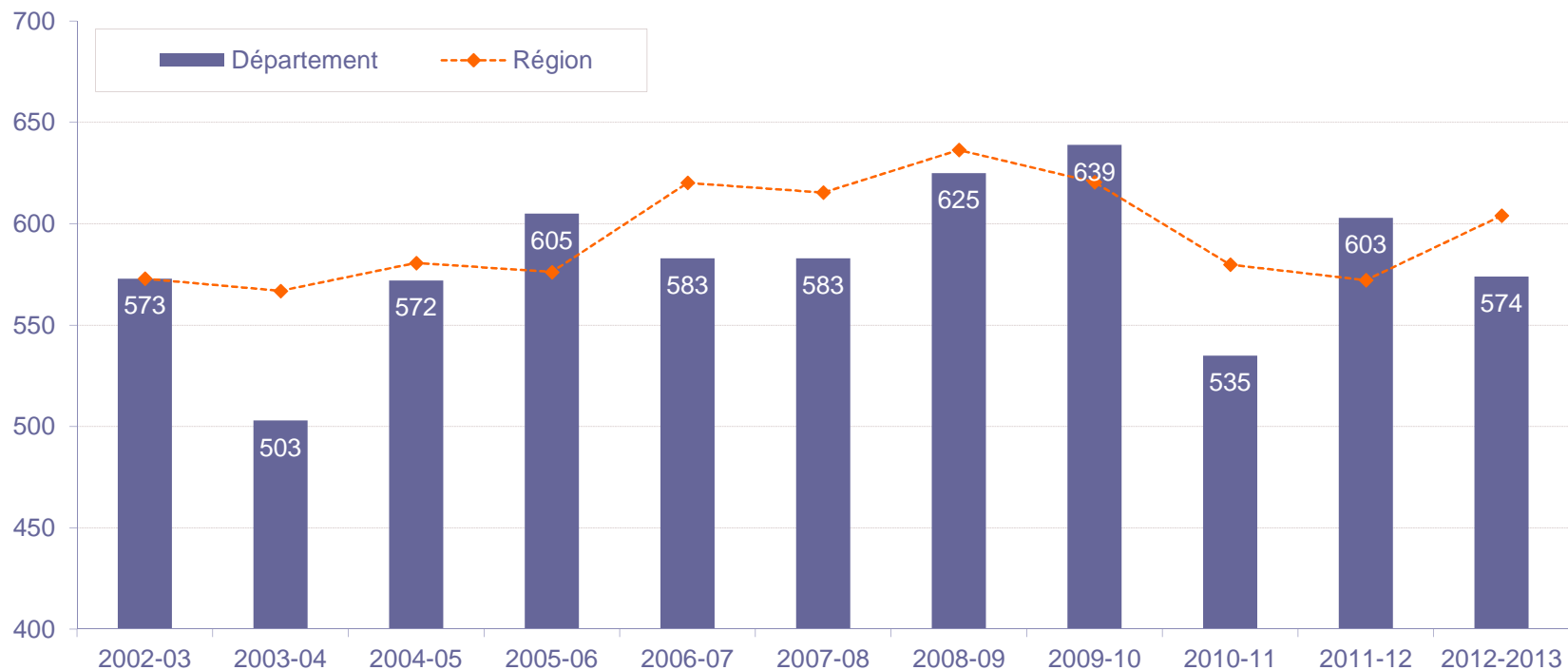
Evolution des créations d'associations



Source : Services du Journal officiel. L'évolution nationale est reconstituée en tendance pour être comparée à l'évolution départementale, à partir de la même base pour l'année associative 2002-2003.

Une évolution départementale aux mouvements plus accentués que la courbe nationale, et parfois en opposition. Tel est le cas en 2012-2013 où le nombre de créations diminue dans le département alors qu'il augmente un peu au plan national.

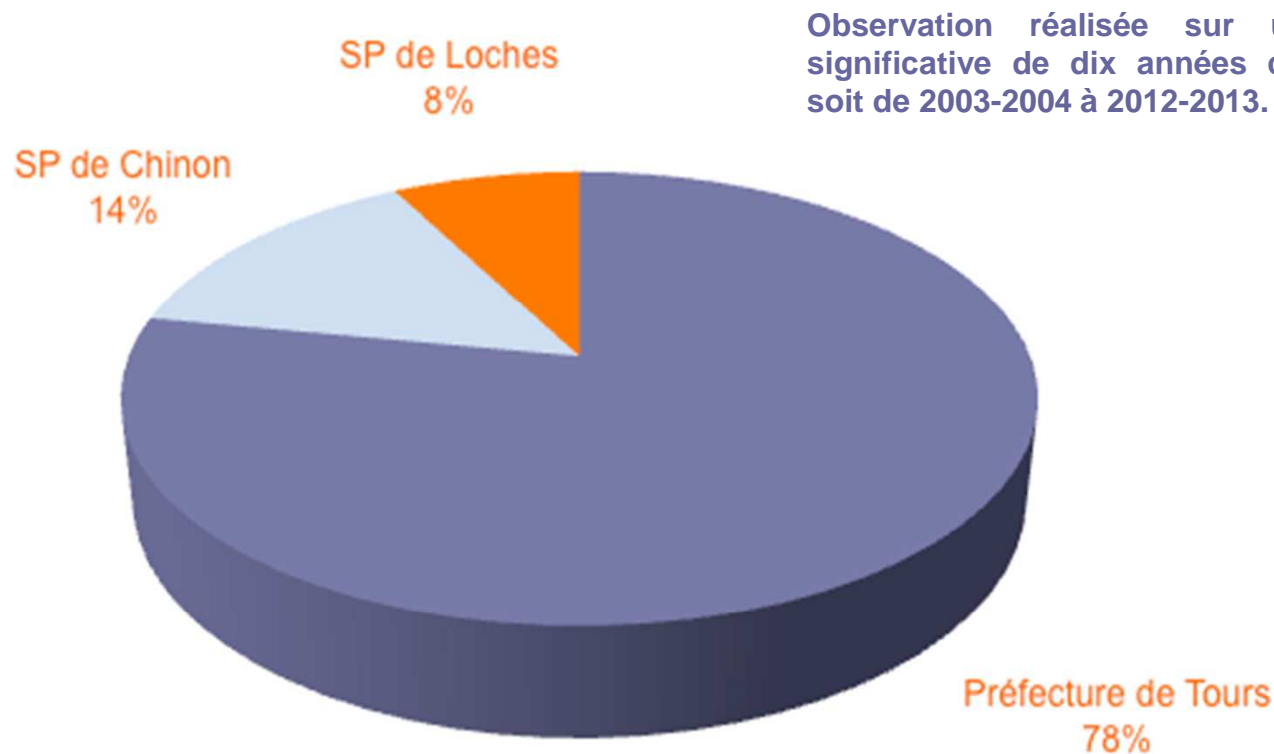
Le département dans sa région



Source : Services du Journal officiel. L'évolution régionale est reconstituée en tendance pour être comparée à l'évolution départementale, à partir de la même base pour l'année associative 2002 - 2003.

L'évolution départementale est le plus souvent en retrait par rapport à la courbe régionale. Elle est en opposition au cours des deux dernières années, de façon plus marquée encore en 2012-2013.

Créations en préfecture et sous-préfectures



Source : Services du Journal officiel, déclarations sur 10 ans.

La préfecture de Tours enregistre plus des trois-quarts des créations du département, les sous-préfectures de Chinon et de Loches se partagent un petit quart restant.

Des créations pour répondre aux besoins

Le dynamisme de création répond avant tout aux attentes de la population : au regard de ses besoins ressentis ou exprimés. Il se mesure en calculant le nombre de créations d'associations pour 1.000 habitants, ceci sur une période significative de 10 ans (années 2003-2004 à 2012-2013).

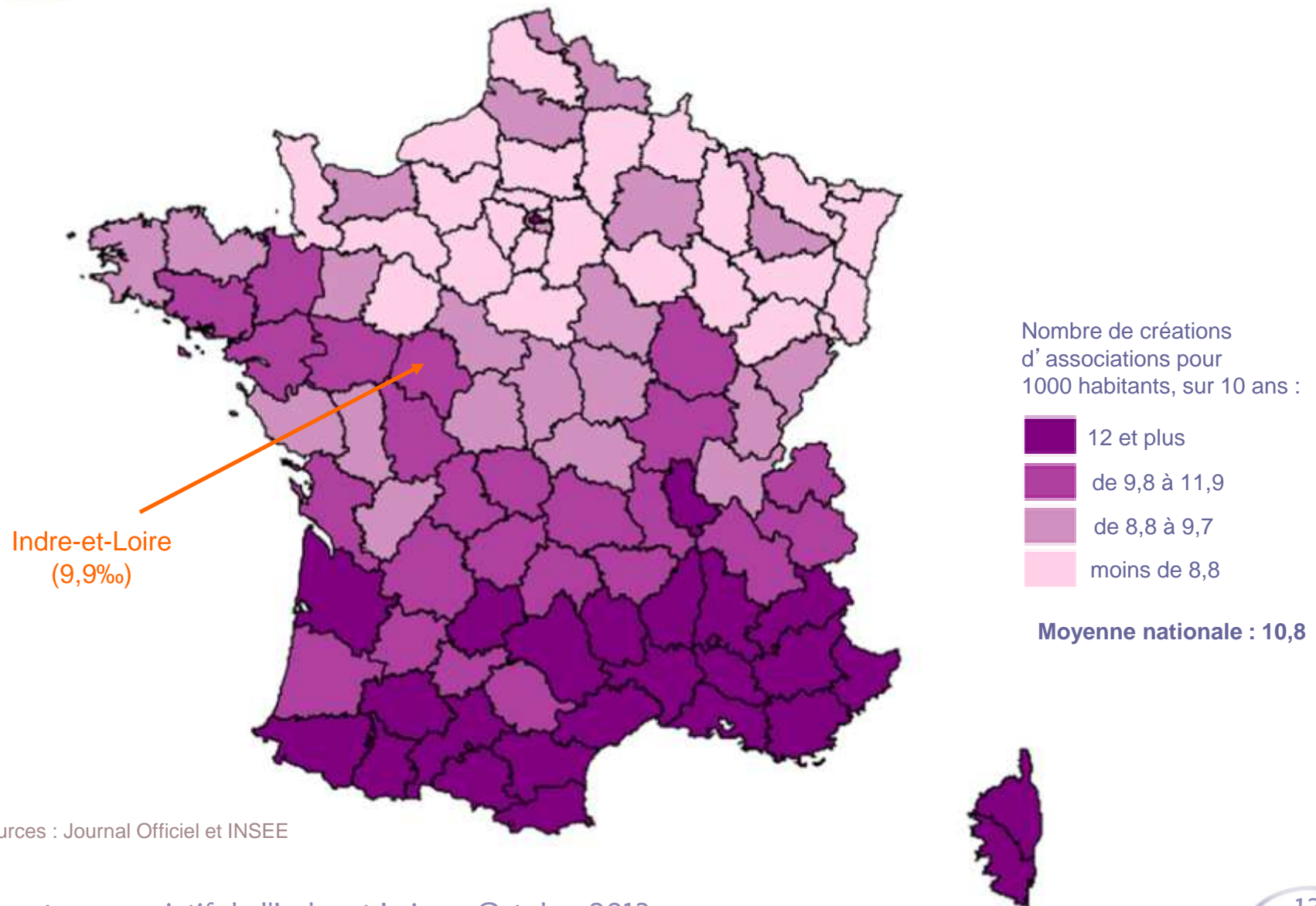
Ce ratio est un constat et ne doit pas être jugé : élevé, il peut correspondre à une grande instabilité associative nécessitant de nouvelles créations ; bas, il peut au contraire montrer que la pérennité des associations permet d'éviter des créations.

	Département	Région	France
Nombre de créations pour 1000 habitants	9,9	8,8	10,7

Sources : Journal officiel et INSEE recensement de la population 2012. Traitement R&S.

L'Indre-et-Loire présente un nombre de créations pour 1.000 habitants nettement supérieur à la moyenne régionale, et un peu inférieur à la moyenne nationale.

Les créations dans les départements



Sources : Journal Officiel et INSEE

Créations par arrondissement

Le taux de création (nombre de créations d'associations pour 1.000 habitants) est ici calculé selon les arrondissements, marquant les spécificités des territoires au sein du département.

	Créations des 10 dernières années	Dont créations 2011-2012	Dont créations 2012-2013	Créations pour 1000 habitants
Préfecture de Tours	4 509	467	438	9,9
SP de Chinon	824	85	88	9,6
SP de Loches	458	51	48	9,0

Source : Journal officiel et INSEE recensement de population publié en 2013. Traitement R&S. Lecture : 4 509 associations nouvelles ont été enregistrées en préfecture, au cours des 10 dernières années, 467 au cours de l'année 2011-2012 contre 438 pour l'année suivante. Soit 9,9 créations pour 1000 habitants en moyenne en 10 ans.

En 2012-2013, le nombre de créations enregistrées en préfecture baisse légèrement, il est relativement stable dans les deux autres arrondissements.

Le taux de créations de Chinon est proche de celui de Tours qui se situe à la moyenne départementale. Celui de Loches est au-dessous.

Mieux connaître les associations nouvelles

Depuis avril 2007, les associations nouvelles sont répertoriées au Journal officiel sous 29 thèmes différents, le plus souvent décomposés en sous-thèmes très ciblés.

Une association peut être classée sous 2, voire 3 rubriques, pour tenir compte de son éventuelle polyvalence.

La diapositive suivante porte sur les inscriptions des nouvelles associations, inscriptions dont le nombre dépasse forcément celui des créations.

Elle présente la répartition, en pourcentage, des inscriptions dans les principaux thèmes au niveau du département, en le situant par rapport aux moyennes régionale et nationale.

L'objet des créations d'associations

Répartition en 10 grands thèmes des inscriptions
des associations créées au cours des 4 dernières années (en %)

Inscriptions des créations, par thème en %	Département	Région	France
Culture	22,0	22,5	23,0
Sport	17,5	19,5	16,1
Loisirs	14,3	14,3	13,2
Social	8,0	8,5	8,0
Santé	4,5	3,9	4,0
Education, formation	6,8	5,1	6,1
Economie	4,7	4,4	4,3
Aide à l'emploi, développement local	1,3	2,4	2,1
Environnement	4,2	3,7	3,6
Autres ⁽¹⁾	16,7	15,7	19,6
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Journal officiel. Traitement R&S. Lecture : Depuis 4 ans, 22,0% des inscriptions se sont situées sous le thème « culture » dans le département, pour une proportion de 23% au national. (1) précisées en annexe 2.

Le département se distingue par des créations proportionnellement plus nombreuses dans l'éducation, la formation et dans l'environnement.

La dynamique sportive

Quelques repères en 2013

	Département	Région	France
Nombre de clubs	1 704	7 808	164 145
Nombre de clubs pour 1000 habitants	2,9	3,1	2,5
Nombre de licenciés par club	85	79	96

Source : ministère des Sports (données publiées en 2013) et INSEE recensement de population publié en 2013.

L'offre sportive (2,9 clubs pour 1000 habitants) est inférieure au repère régional, alors que la taille moyenne des clubs est plus importante.

En outre, ils résistent aussi bien qu'ailleurs :

- 42% des clubs du département ont disparu (ou ont fusionné avec un autre club) au cours de la dernière décennie, (43% au plan national).
- Ce taux de disparition est en augmentation par rapport à la période 1994-2004 (36%), plus nettement qu'au plan national (de 40 % à 43% entre les deux périodes).

(1) Ce ratio est obtenu à partir du nombre de clubs recensés il y a 10 ans, du nombre de clubs créés en 10 ans et du nombre de clubs existant dix ans après. Le sport est le seul domaine dans lequel cette observation est possible.



Les associations employeurs :

un enjeu économique et social

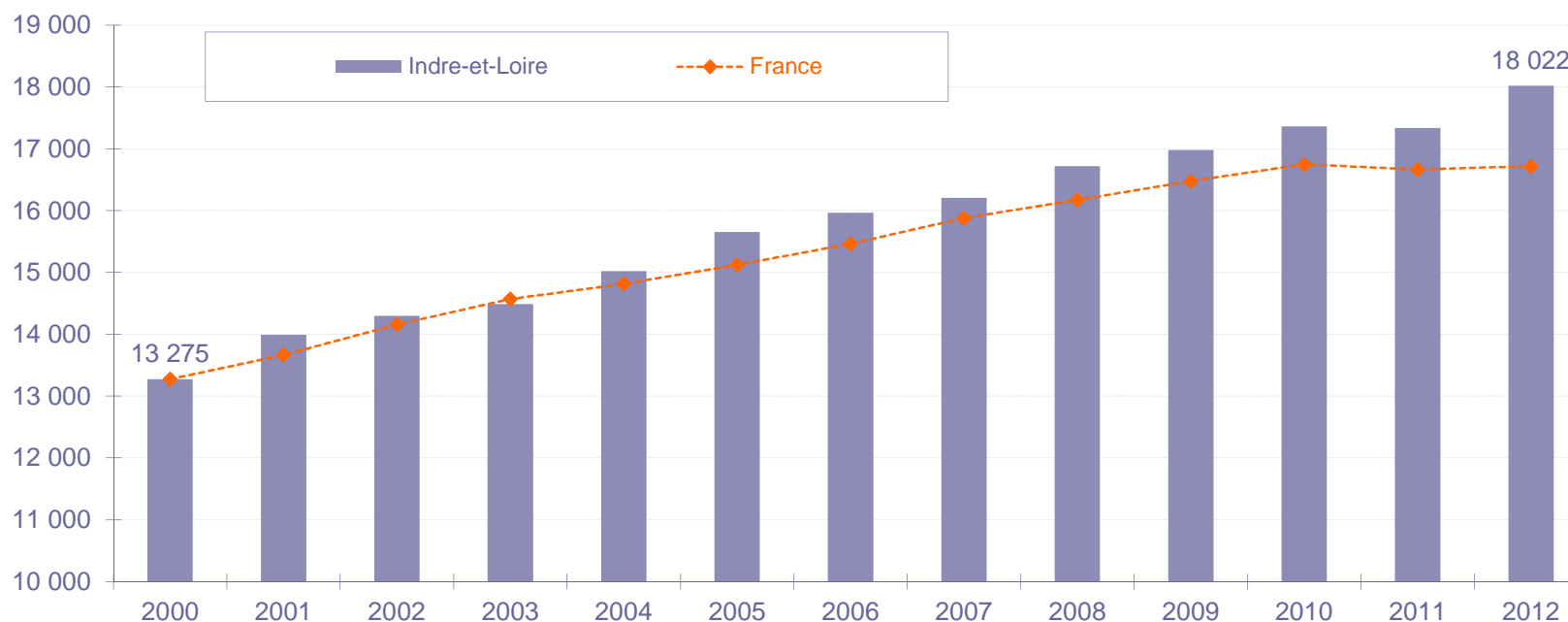
Répartition des associations employeurs

Tranches	Nombre d'associations employeurs	Ventilation départementale	Ventilation nationale
1 ou 2 salariés	939	56%	53%
3 à 5 salariés	245	15%	15%
6 à 9 salariés	156	9%	10%
10 à 19 salariés	144	9%	9%
20 à 49 salariés	128	8%	8%
50 à 99 salariés	43	2%	3%
100 salariés et +	28	1%	2%
Total	1 682	100%	100%

Sources : Données 2012 - ACOSS-URSSAF et MSA. Traitement R&S.

Les petites associations (1 ou 2 salariés) sont ici proportionnellement plus nombreuses qu'en moyenne nationale (56 % pour 53%).

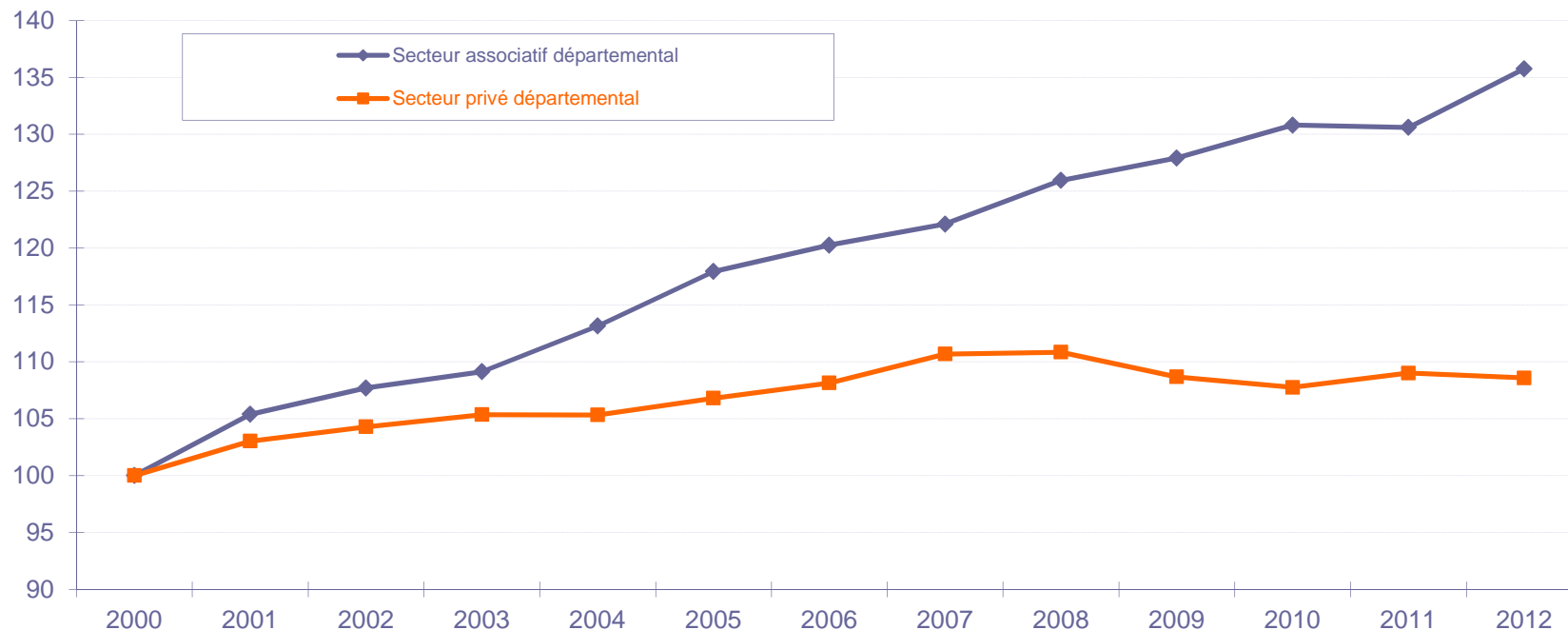
Une croissance de l'emploi plus soutenue



Source : Données 2012 ACOSS-URSSAF et MSA. Traitement R&S - Le nombre d'emplois est calculé en faisant la moyenne des 4 trimestres. Chaque emploi correspond à un salarié qui peut être à temps complet ou à temps partiel, et qui peut éventuellement être employé dans plusieurs associations.

De 2000 à 2010, l'emploi dans les associations a augmenté de façon continue (+ 4 100 salariés), à un rythme un peu plus soutenu qu'au plan national. Après le coup d'arrêt porté à cette croissance en 2011, 2012 se démarque nettement ici.

La dynamique de l'emploi associatif



Source : ACOSS-URSSAF et MSA. Données exprimées en base 100 à partir de l'année 2000. Le nombre d'emplois est calculé en faisant la moyenne des 4 trimestres. Chaque emploi correspond à un salarié qui peut être à temps complet ou à temps partiel, et qui peut éventuellement être employé dans plusieurs associations.

Depuis 2001, l'emploi associatif connaît une croissance nettement plus soutenue que l'emploi privé. Après une année 2011 marquée par un net ralentissement, l'emploi associatif progresse en 2012, alors qu'il parvient à peine à se maintenir dans le privé.

La place du régime agricole

Si une large majorité des associations relèvent du régime général de sécurité sociale (ACOSS – URSSAF), une part non négligeable relèvent du **régime agricole (MSA)**. Au plan national, 4,4% des salariés associatifs sont assujettis à ce régime.

Les repères en 2013, pour le département

	Associations employeurs	Salariés	Masse salariale (en millions d'euros)
En nombre	53	603	12,0
En % du total <i>Associations</i>	3,2%	3,3%	4,0%

Source : Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole. Données 2012. Traitement R&S.

Les associations relevant de la MSA sont proportionnellement moins présentes dans le département qu'en moyenne nationale. Elles représentent tout de même plus de 600 salariés : 3,3% de l'emploi associatif pour 4,4% au plan national.

Près de 11% de l'emploi privé

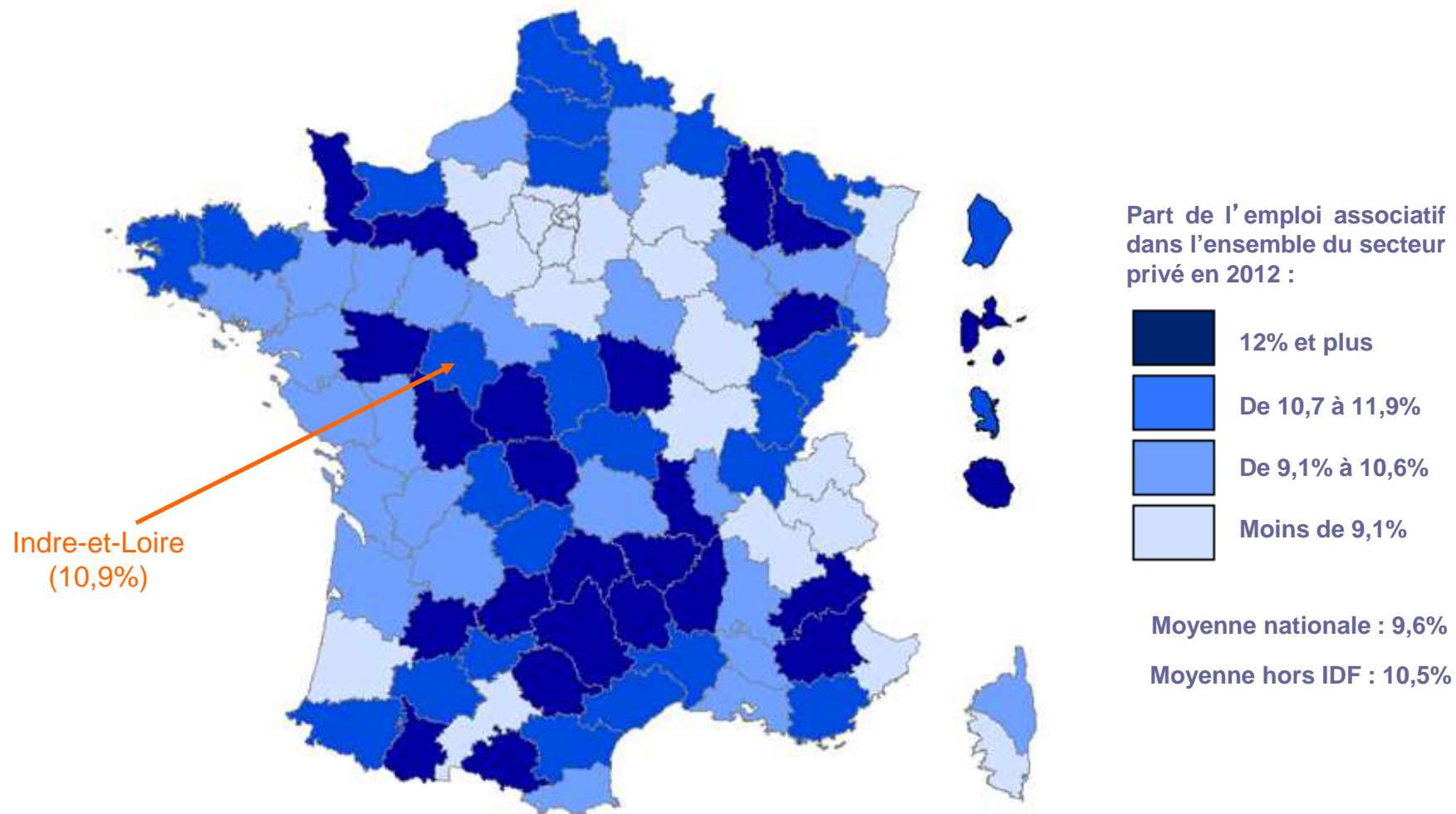
	Salariés		Masse salariale	
	Nombre	Part au sein du privé (en %)	Montant (en millions d'€)	Part au sein du privé (en %)
Indre-et-Loire	18 022	10,9%	301,1	7,2%
Région	66 080	9,7%	1 177,7	6,8%
France	1 809 337	9,6%	36 266,3	6,8%

Sources : ACOSS-URSSAF et MSA. Données 2012. Traitement R&S.

La part de l'emploi associatif, au sein du secteur privé, est ici nettement supérieure à la moyenne régionale qui est elle-même proche du repère national.

Un élément fort qui permet aux acteurs concernés et aux décideurs du département de prendre conscience de l'enjeu économique et social que représente le secteur associatif.

Part de l'emploi associatif par département



Activités départementales et contexte national

Répartition des salariés des associations par secteur (en %)

	Départementale	Nationale
Enseignement	15,7	11,9
Sport	3,6	4,2
Santé	5,3	7,2
Social (ventilé dans la diapositive suivante)	48,5	48,4
Loisirs	0,8	0,6
Culture	3,1	3,3
Autres activités ⁽¹⁾	10,7	10,9
Autres ⁽²⁾	12,3	13,5
Total	100,0	100,0

Source : Données 2012 ACOSS-URSSAF et MSA. Traitement R&S - L'approche par activité est construite à partir de la nomenclature des activités françaises de l'INSEE (code APE). (1) Agriculture, recherche, activités liées à l'emploi, auberges de jeunesse, tourisme... Cf. annexe 5. (2) Associations non classées ailleurs répertoriées par l'INSEE sous le code APE 9499Z

Les emplois associatifs du secteur de l'enseignement sont ici nettement plus représentés. Leur part, déjà supérieure au repère national avant 2012, se trouve renforcée par le reclassement d'une association importante sous ce code d'activité.

Importance de l'emploi du secteur social

Répartition des salariés associatifs du secteur social (en %)

	Départementale	Nationale
Hébergement médicalisé	7,1	9,5
Hébergement social	8,8	9,2
Aide à domicile	12,6	9,8
Accueil d'adultes handicapés ou de pers. âgées	0,9	0,5
Aide par le travail	10,2	7,7
Accueil de jeunes enfants	1,2	1,9
Accueil d'enfants handicapés	1,6	1,3
Accueil d'enfants et d'adolescents	0,4	0,6
Autres actions sociales sans hébergement ⁽¹⁾	5,8	8,0
Ensemble du secteur social ⁽²⁾	48,5	48,4

Sources : Données 2012 ACOSS-URSSAF et MSA. Traitement R&S - (1) Centres sociaux, aide aux victimes, activités caritatives... (2) Rappel de la proportion figurant dans la diapositive précédente.

C'est dans l'aide à domicile, dans l'aide par le travail et dans l'accueil d'adultes handicapés que le département se distingue tout particulièrement.



Le tissu associatif aujourd'hui
dans l'Indre-et-Loire

Comment approcher la réalité du département ?

Il faut d'abord distinguer deux types d'associations, à partir de leurs objectifs et de leur mode de fonctionnement :

- Celles dont les activités se limitent à un nombre restreint de membres, qui fonctionnent par leur propres moyens, et **qui n'ont aucune raison de se manifester publiquement**, hormis la mention de leur création au Journal officiel. On saura donc difficilement si elles existent encore, et on se limitera, pour les dénombrer, à des estimations prudentes.

- Celles dont les objectifs les conduisent à rechercher des adhérents et des bénévoles, tout comme des moyens et des soutiens de la part de partenaires publics ou privés. **Elles s'expriment et communiquent, et elles sont donc mieux connues, et repérables** sous réserves de moyens appropriés. Moyens mis en œuvre par *Fédération ASSO1901*.

Deux approches complémentaires pour cerner la réalité associative du département :

➤ **Une estimation très prudente de l'ensemble des associations en activité aujourd'hui** dans le département, y compris celles qui sont les plus discrètes, à partir d'une fourchette. Et **une estimation du nombre de bénévoles qui les accompagnent**.

➤ **Un nouveau mode de repérage : le dénombrement très précis, par domaine d'activité, des associations repérées, au cours de l'année dans le département.**

Combien d'associations en activité en 2013 ?

On connaît la date de naissance d'une association mais on ne connaît généralement pas la date de fin d'activité ou de mise en sommeil. Les travaux menés récemment montrent que l'on ne peut guère repérer beaucoup plus de 2 associations sur 3, le tiers restant menant une vie parfaitement discrète, entre ses membres et sans besoin de visibilité ou de soutien.

Aussi, nous procédons par estimation prudente, à partir de cinq critères complémentaires*, actualisés et mesurés dans chaque département :

- Le nombre de créations observé sur 10 ans, rapporté au total national
- Le nombre d'associations employeurs, suivi annuellement
- Le nombre de clubs sportifs, suivi annuellement
- La pérennité des associations observée à partir du secteur du sport
- Les références partagées avec *Fédération Asso1901*

Pour une estimation nationale de l'ordre de 1.300.000 associations,
Le département pourrait comporter **entre 11.600 et 12.700 associations en activité.**

* A partir des travaux de R & S, croisés avec les différentes enquêtes et informations les plus récentes, dont les références contenues dans les bases qu'actualise *Fédération Asso1901*.

Combien de bénévoles en 2013 ?

R&S a construit un modèle national s'appliquant à tous les départements. Il part de l'estimation des associations en activité, et des travaux relatifs au bénévolat en France, dont l'enquête la plus récente (IFOP 2013 pour France Bénévolat et R&S).

En 2013, les bénévoles intervenant dans les associations sont estimés à 12,5 millions (24% des Français pour 22% en 2010). En tenant compte des engagements pluriels de nombre d'entre eux (un peu plus de 40%), on parvient à une moyenne, inchangée depuis des années, de 13 à 14 bénévoles par association*.

- Sur cette base actualisée, on peut estimer entre 120.000 et 130.000, le nombre de bénévoles dans les associations du département, en 2013.
- La dernière enquête IFOP révèle en revanche un changement radical depuis 2010, quant à la proportion de bénévoles intervenant régulièrement, au moins une fois par semaine. Elle est passée de 55% à 44%, ce qui conduit à une fourchette nettement révisée, et comprise entre 48.000 et 52.000 pour le département.

* Soit environ 18 millions « d'interventions bénévoles » à répartir entre 1,3 million d'associations.

Nouveau mode de repérage

Partons de la fourchette des associations en activité aujourd'hui dans le département, soit entre 11 600 et 12 700, et du total des associations présentes dans la base de *Fédération ASSO1901* (www.asso1901.com), constituée depuis une vingtaine d'années, soit 12 670, après soustraction des dissolutions officielles.

Méthode pour une approche de la réalité	
Rappel de l'estimation R&S	Entre 11 600 et 12 700
Total de la base ASSO 1901	13 833
Dissolutions officielles	1 163
Sous total : existence potentielle	12 670
Ont été repérées dans l'année	6 295
Incertitude quant à leur existence	6 375

On parvient ainsi à encadrer la réalité du secteur associatif aujourd'hui : un maximum de l'ordre de **12.000 associations**, dont **près de 6.300 ont été repérées dans l'année**, pour lesquelles de multiples informations utiles sont désormais accessibles.

Les associations repérées dans l'année

Activités principales des associations ⁽¹⁾	Indre-et-Loire	Région Centre	France ⁽²⁾
Actions sociales	24%	17%	14%
Catégorielles	10%	10%	10%
Citoyenneté-Solidarité	3%	4%	4%
Culture-Loisirs	23%	26%	28%
Education-Communication	7%	7%	7%
Emploi-Economie	3%	3%	3%
Humanitaire-International	4%	4%	5%
Patrimoine-Environnement	5%	7%	7%
Santé	4%	4%	4%
Sports	17%	19%	17%
Vacances -Tourisme	1%	1%	1%

Source : *Fédération ASSO1901 - Traitement R&S*. (1) Voir annexe 3. (2) Sur la base de 290.000 associations appartenant à une quarantaine de départements déjà traités.

Près de 19.000 associations ont été repérées dans la région Centre, dont **6.300 en Indre-et-Loire**, pour lesquelles de multiples informations sont désormais disponibles.

Des informations utiles aux acteurs et décideurs

Chacun peut aujourd'hui mieux situer la réalité du secteur associatif dans le département de l'Indre-et-Loire : **aux environs de 12.000 associations, dont 6.300 ont été repérées** et pour lesquelles les informations utiles aux acteurs et aux décideurs sont désormais disponibles :

- La date de création
- L'activité principale et les éventuelles activités secondaires
- L'implantation au plus fin du niveau communal
- Les informations utiles pour la joindre
- Le cas échéant, l'adresse de son site Internet

Cette nouvelle approche de la réalité associative donne aux associations une plus grande visibilité, auprès d'adhérents et de bénévoles potentiels, comme auprès de leurs partenaires publics (Etat et Collectivités) et privés.

Cette visibilité pourra aussi permettre aux « *porteurs de projets* » de renforcer éventuellement une association existante, plutôt que d'en créer une nouvelle.



Où en sont les associations en France aujourd'hui ?

Etat des lieux extrait des publications de R&S en libre accès sur www.recherches-solidarites.org

Un suivi régulier du contexte national

Ce rapide état lieux s'appuie sur 4 sources désormais essentielles :

✓ Une enquête nationale auprès des responsables associatifs organisée chaque semestre par R&S. De décembre 2011 à mai 2013 : 4 vagues pour suivre le moral des dirigeants, leurs difficultés et leurs craintes, au fil des mois.

Dernière enquête auprès de 1233 responsables associatifs, entre le 21 et le 31 mai 2013.

✓ Un suivi trimestriel de l'emploi associatif, en lien avec l'ACOSS-URSSAF

Evolution en glissements trimestriels : après correction des variations saisonnières, elle présente l'évolution en pourcentage de la valeur (nombre d'emplois) d'un trimestre donné par rapport à celle du trimestre qui le précède.

✓ Une enquête tous les trois ans auprès de l'ensemble des Français destinée à suivre l'évolution de leur comportement à l'égard du bénévolat et de la solidarité.

Enquête IFOP auprès de 2 130 personnes de 15 ans et plus, du 7 au 14 mars 2013. Echantillon structuré selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage et région).

✓ Une enquête annuelle auprès des bénévoles, organisée par R&S

Dernière enquête auprès de 2830 bénévoles de 18 ans et plus, entre le 7 et le 29 mars 2013.

Comment se sont passés les derniers mois ?

Sont jugées bonnes ou très bonnes :

	Mai 2013	Déc. 2012	Mai 2012	Déc. 2011
La situation financière	53%	57%	60%	61%
La situation du bénévolat (nombre, disponibilité)	42%	46%	40%	44%
La situation générale de l'association (actions, missions...)	61%	69%	68%	65%

Sources : Enquêtes semestrielles d'Opinion des Responsables Associatifs – R&S

Les trois indicateurs sont en baisse :

Côté **finances**, la moyenne générale de 53% de réponses positives faiblit de 60% parmi les plus petites associations sans salarié, à 44% chez les petits employeurs (1-2 salariés) et jusqu' à 32% seulement dans les associations de 10 salariés et plus.

Cependant, malgré une situation du **bénévolat** plus tendue encore, le **diagnostic général** demeure majoritairement positif : on fait face et on trouve des solutions...

Quel pronostic pour demain ?

	Mai 2013	Déc. 2012	Mai 2012	Déc. 2011
La situation générale de l'association est pronostiquée bonne ou très bonne	50%	56%	51%	52%
L'association envisage des nouveaux projets ou une extension de l'activité.	56%	60%	60%	-

Sources : Enquêtes semestrielles d'Opinion des Responsables Associatifs – R&S

Face aux difficultés accrues, après la relative embellie du mois de décembre 2012, les responsables associatifs ne sont plus que 50% (- 6 points) à envisager les prochains mois avec sérénité.

Ils ne sont plus que 56% (- 4 points) à avoir des projets.

Conjoncture préoccupante pour l'emploi

Evolution nationale comparée de l'emploi associatif et de l'ensemble de l'emploi privé

	Glissement <u>trimestriel</u> corrigé des variations saisonnières					Glissement <u>annuel</u>
	T1-2012	T2-2012	T3-2012	T4-2012	T1-2013	
Emploi associations	0,3	0,1	0,1	- 0,1	- 0,5	- 0,3
Emploi privé	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,7
Salaires associations	1,0	0,6	0,8	0,3	0,1	1,8
Salaires privé	0,6	0,4	0,4	0,2	0	1,1

Source : ACOSS-URSSAF. Données corrigées des variations saisonnières (CVS). Lecture : Le nombre d'emplois associatifs a faibli de 0,5% au 1^{er} trimestre 2013, par rapport au 4^{ème} trimestre 2012. Il s'est replié de 0,3% en une année (du 1^{er} trimestre 2012 au 1^{er} trimestre 2013).

En écho aux difficultés soulignées par les responsables employeurs, dans l'enquête de mai 2013, le bilan de l'emploi associatif des premiers mois de 2013 est préoccupant (- 0,5%), plus encore que celui de l'emploi du secteur privé (- 0,2%).

Avec deux résultats successifs négatifs, le 4^{ème} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013 révèlent une année associative (2012-2013) mal engagée. Au cours de ces deux trimestres, le secteur aura ainsi perdu près de 9.300 emplois au plan national.

Le bénévolat dans les associations


- ✓ **Un Français sur quatre** est bénévole dans une association.
Soit environ 12,5 millions de bénévoles associatifs et 18 millions d'interventions bénévoles (40% des bénévoles sont engagés dans plusieurs associations).
- ✓ Des différences, selon l'âge : **autour d'une moyenne de 24,6%**, seulement 16% chez les moins de 25 ans, 32% chez les 60-70 ans et 38% chez les plus de 70 ans.
- ✓ Des différences selon la formation : de **19%** chez ceux qui n'ont aucun diplôme, jusqu'à **33%** des diplômés de l'enseignement supérieur.
- ✓ Un Français sur quatre est bénévole dans une association, **mais seulement 10% sont présents chaque semaine (contre 12% en 2010)**. Ce constat se reflète dans la faible proportion (42%) des responsables associatifs satisfaits, au regard de la ressource humaine bénévole sur laquelle ils peuvent compter pour le fonctionnement de leurs associations.

Source : enquête IFOP 2013 pour France Bénévolat et Recherches & Solidarités

Les attentes nouvelles des bénévoles

- ✓ Des bénévoles plus sensibles aux notions d' **épanouissement personnel**, d' **acquisition de compétences** et de **résultats**.
 - ✓ Des bénévoles **avidés de liberté**, parfois jusqu' à préférer s' engager sur un *mode informel*, hors associations.
 - ✓ Moins militants, plus intéressés par la notion de **projet** et par l' **action**.
 - ✓ Plus curieux et moins attachés à une cause particulière, donc **plus mobiles** :
 - un parcours bénévole riche d' expériences successives
 - mais **un turn over que les responsables associatifs doivent gérer**
- ⇒ Une adaptation nécessaire de la part des associations, dans leur organisation, dans le management de leurs équipes et dans la définition de leur projet associatif.

Sources : enquêtes R&S auprès des bénévoles



Le réseau associatif
Recherches & Solidarités

Un réseau d'experts au service des solidarités

Association sans but lucratif, **Recherches & Solidarités** s'est donné pour objectif d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes, avec une préoccupation de complémentarité utile par rapport aux travaux qui sont menés et publiés par ailleurs.

Elle s'appuie sur des données provenant d'organismes officiels et sur ses enquêtes annuelles pour produire des publications nationales, régionales et départementales.

R&S réalise aussi, en lien avec des partenaires concernés (réseaux associatifs, services déconcentrés de l'Etat, conseils généraux, associations nationales...) des travaux spécifiques sur le bénévolat, la vie associative ou le don d'argent.

En savoir plus...

En libre accès sur www.recherches-solidarites.org

Dans la rubrique *Etudes thématiques* :

- Publications nationales annuelles sur le bénévolat, la vie associative, le don d'argent, l'emploi dans l'économie sociale
- Notes de conjoncture trimestrielles

Dans la rubrique *Dans les territoires* :

- Travaux en région (bilan de l'emploi dans l'économie sociale, chiffres clés sur les associations, les associations du secteur sanitaire et social)
- Panoramas départementaux

Etre informé des nouvelles parutions via la newsletter mensuelle :

marie.duros@recherches-solidarites.org



Annexes

Annexe 1

Définitions des indicateurs INSEE relatifs à la présentation du département

Taux de variation annuel moyen de la population	Variation de l'effectif d'une population en moyenne annuelle au cours de la période 1999-2009 (accroissement naturel et solde migratoire)
Taux d'activité des 15-64 ans	Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.
Taux de chômage	Pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs), d'après l'enquête Emploi de l'INSEE (au sens du Bureau International du Travail)
Revenu fiscal	Somme des revenus déclarés au titre de l'IRPP avant tout abattement. Il est ventilé en quatre grandes catégories : revenus salariaux ; pensions, retraites et rentes ; bénéfiques des professions non salariées ; autres cas (essentiellement revenus du patrimoine). Par définition, il exclut les revenus non imposables : revenus financiers exonérés (livret A, Codevi, Plan d'épargne logement...), prestations sociales défiscalisées (RSA et minimum vieillesse, prestations familiales, aides au logement). Il ne peut être assimilé à la notion de revenu disponible brut.
Emplois par secteur d'activités	Personnes actives ayant un emploi, comptées au lieu de travail et réparties selon les 5 postes de référence retenus pour les statistiques locales (regroupement établi à partir de la Nomenclature agrégée - NA - associée à la NAF rév.2.

Annexe 2

Définition des secteurs d'activités des associations nouvelles, au regard des inscriptions au Journal officiel

Culture	Culture, pratique d'activité artistiques, culturelles
Sports	Sports et activités de plein air ; chasse, pêche
Loisirs	Clubs de loisirs, relations, action socioculturelle
Social	Interventions sociales ; associations caritatives, humanitaires, aide au développement, développement du bénévolat ; services familiaux, services aux personnes âgées
Santé	Santé, services et établissements médico-sociaux
Education	Education, formation
Economie	Représentation, promotion et défense d'intérêts économiques ; conduite d'activités économiques
Aide à l'emploi	Aide à l'emploi, développement local, promotion de solidarités économiques
Environnement	Environnement, cadre de vie
Autres	Information, communication ; activités politiques ; défense des droits fondamentaux, activités civiques ; activités religieuses, spirituelles ou philosophiques ; recherche ; armée, anciens combattants ; tourisme ; justice ; amicales, groupements affinitaires, d'entraide ; clubs, cercles de réflexion ; logement ; sécurité protection civile ; préservation du patrimoine ; divers

Annexe 3

Définition des secteurs d'activités des associations repérées, dans le cadre du travail réalisé par *Fédération ASSO1901*

Actions sociales	Enfance, adolescence, personnes âgées, familles, entraide, insertion, établissements médicosociaux...
Catégorielles	Amicales, associations d'anciens combattants, de consommateurs, à caractère politique, confessionnel, professionnel...
Citoyenneté - Solidarité	Défense des droits, éducation à la citoyenneté, aide aux réfugiés et immigrés, développement du bénévolat, solidarités locales...
Culture - Loisirs	Arts (musique, théâtre, cinéma...), comités des fêtes, clubs et foyers ruraux, clubs scientifiques...
Education - Communication	Formation, éducation populaire, soutien scolaire, recherche, communication...
Emploi-Economie	Aide à la création d'emplois, aide à la création d'entreprises, aide au financement d'activités...
Humanitaire - International	Accueil des personnes, coopération internationale, échanges culturels, aide humanitaire, jumelages...
Patrimoine - Environnement	Préservation et valorisation du patrimoine, défense de l'environnement, faune, flore...
Santé	Information, prévention, recherche médicale, handicaps, don du sang, don d'organes, dépendance...
Sports	Plusieurs dizaines de disciplines, handisport, gestion d'équipements, animation...
Vacances -Tourisme	Maisons et villages de vacances, auberges de jeunesse, tourisme à l'étranger...

Annexe 4

Quelques définitions relatives aux données sur l'emploi

- ✓ L'observation porte ici sur les **établissements** identifiés à partir de leur numéro SIRET, et non sur les entreprises. Alors que pour les données antérieures à 2009, était considéré comme actif pour une année donnée, tout établissement présent au moins un trimestre de l'année, il est désormais compté au prorata du nombre de trimestres d'activité : 0,25 pour un trimestre, 0,50 pour deux trimestres ...
- ✓ Qu'il s'agisse du régime général ou du régime agricole, les **emplois** ne sont pas distingués selon qu'ils sont à temps partiel ou à temps complet, selon qu'ils sont à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés les salariés sans contrat (stagiaires par exemple).
- ✓ Le **secteur concurrentiel**, appelé également secteur privé, couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.
- ✓ La **masse salariale** totale désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales. Elle se distingue de l'assiette « Contribution Sociale Généralisée » (CSG) qui comprend également les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation et certaines indemnités n'entrant pas dans l'assiette dé plafonnée.

Annexe 5

Définition des secteurs d'activités, au regard de l'emploi

Enseignement	Enseignement primaire, secondaire, supérieur (établissements privés sous statut associatif), enseignement culturel, de disciplines sportives et d'activités de loisirs, enseignements divers, activités de soutien à l'enseignement
Sport	Activités de clubs de sport, promotion du sport, gestion d'installations sportives
Santé	Activités hospitalières, pratique médicale, dentaire, « autres activités pour la santé humaine »
Social	Voir le détail de la diapositive consacrée au secteur social
Loisirs	Activités récréatives et de loisirs
Culture	Activités liées au spectacle vivant, créations artistiques, gestion d'équipements culturels, activités audio-visuelles
Autres activités	Activités des organisations patronales et consulaires, des organisations professionnelles, politiques, religieuses, des syndicats de salariés, recherche, activités liées à l'emploi, tourisme, activités agricoles...
Activités des organisations associations n.c.a.	Il s'agit du code APE 94.99Z, catégorie « fourre-tout » de l'INSEE intitulée autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire. n.c.a. signifiant non classées ailleurs

Cette répartition repose sur la Nomenclature d'Activités Françaises (NAF) de l'INSEE, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Les codes APE correspondant à chaque secteur peuvent être communiqués sur demande.